



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

Secrétariat général
de la défense
et de la sécurité nationale

Agence nationale de la sécurité
des systèmes d'information

Bureau Qualifications et Agréments

Paris, le 18 SEP. 2010
N° 16523 /ANSSI/SDE/PSS/BQA

DECISION DE QUALIFICATION D'UN SERVICE

SERVICE : AUDIT DE LA SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

ORANGE CYBERDEFENSE
RCS 512 664 194

54, place de l'Ellipse
92 983 PARIS LA DEFENSE

Le Premier ministre,

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005, modifié, relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment ses articles 1^{er} et 3 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009, modifié, portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information - M. POUPARD (Guillaume) ;

Vu la décision du 22 octobre 2014 portant délégation de signature (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale) ;

Vu la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 et 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale ;

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 1332-1, L. 1332-2, L. 1332-6-1, L. 1332-6-3, R. 1332-41-1, R. 1332-41-2 et R. 1332-41 -12 à R. 1332-41-17 ;

Vu le décret n° 2015-350 du 27 mars 2015 relatif à la qualification des produits de sécurité et des prestataires de service de confiance pour les besoins de la sécurité nationale ;

Vu le décret n° 2015-351 du 27 mars 2015 relatif à la sécurité des systèmes d'information des opérateurs d'importance vitale ;

Vu le processus de qualification d'un service ;

Vu le référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information, version 2.1, du 6 octobre 2015 ;

Vu le référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit et de contrôle de la sécurité des systèmes d'information pour les besoins de la sécurité nationale, note n° 1601/ANSSI/SDE/PSS/BQA/DR du 25 avril 2016 ;

Vu les éléments fournis par *ORANGE CYBERDEFENSE* dans le dossier de demande de qualification ;

Vu le rapport d'évaluation de la conformité de la société *ORANGE CYBERDEFENSE* au référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information ;

Vu la décision de qualification du service d'audit de la sécurité des systèmes d'information d'*ORANGE CYBERDEFENSE*, décision n° 15802/ANSSI/SDE/PSS/BQA du 25 juillet 2018,

Décide :

- Art. 1^{er} – La société *ORANGE CYBERDEFENSE* respecte les règles fixées par le référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit et de contrôle de la sécurité des systèmes d'information pour les besoins de la sécurité nationale pour les activités suivantes :
- audit organisationnel et physique ;
 - audit d'architecture ;
 - audit de configuration ;
 - audit de code source ;
 - tests d'intrusion.
- Art. 2 – La société *ORANGE CYBERDEFENSE* est qualifiée pour contrôler le niveau de sécurité et le respect des règles de sécurité applicables aux systèmes d'information d'importance vitale des opérateurs d'importance vitale.
- Art. 3 – Les auditeurs de la société *ORANGE CYBERDEFENSE* aptes à réaliser des prestations qualifiées disposent d'une attestation de compétences individuelle ; il appartient aux commanditaires de prestations qualifiées de vérifier la validité de ces attestations auprès du prestataire.
- Art. 4 – Le commanditaire de prestations qualifiées est invité à mettre en œuvre les recommandations figurant à l'annexe 3 du référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information.
- Art. 5 – La présente décision est conditionnée au respect par la société *ORANGE CYBERDEFENSE* des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris par la société au titre de sa demande de qualification.
- Art. 6 – La présente décision annule et remplace la décision n° 15802/ANSSI/SDE/PSS/BQA du 25 juillet 2018.
- Art. 7 – La présente décision est valable jusqu'au 20 décembre 2018.

Pour le Premier ministre,
et par délégation,

Guillaume POUPARD
Directeur général de l'agence nationale
de la sécurité des systèmes d'information

